



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 02/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINIER SAS

Naveil
BP 40086
41100 Vendôme

Références : 2025/659
Code AIOT : 0010003350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement MINIER SAS implanté Le Haut Moron 41500 Maves. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Le Haut Moron 41500 Maves
- Code AIOT : 0010003350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière MINIER SAS sise sur le territoire des communes de Conan et de Maves est une carrière de calcaire. Elle est autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2014.184.0002 du 3 juillet 2014 pour une durée de 30 ans. La production maximale annuelle autorisée est de 400 000 tonnes pour une moyenne de 280 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.6.2 et 1.6.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Forage de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Annexe 1 points 1 et 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvements d'eau dans la nappe et suivi	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.2.1 et 4.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1	/	Sans objet
6	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article chapitre 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.6.2 et 1.6.2.1				
Thème(s) : Autre, Garanties financières				
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 27/02/2025 				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.</p> <p>L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).</p>				
Périodes	S1 (C1 = 15 555€/ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ha) pour les 5 premiers ha. (C2 = 29 625 €/ha) pour les 5 suivants (C2 = 22 220€/ha) au-delà	S3 (C3 = 17 775 €/m)	Total en € TTC

1	8,1853	5,1174	1,2150	382288
2	8,9528	4,9753	1,7850	402 557

[...]

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 7/11/2024 :

Lors de l'inspection du 7/11/2024 le plan d'exploitation du 24 janvier 2024 a été examiné. Sur ce plan les surfaces S1 et S2 sont respectivement de 12 ha 00 et 13 ha 34. La surface S1 respecte la valeur de 12 ha précisée dans le dossier de porter à connaissance de novembre 2021. Par contre, la surface S2 fixée à 4,9753 ha dans l'arrêté préfectoral du 3/07/2014 et indiquée à 12 ha dans le dossier de porter à connaissance de novembre 2021 en cours d'instruction est dépassée. L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement d'un montant de 866 230 € du 07/06/2024 dont la période de validité prend effet au 01/03/2024 et expire le 30/09/2026.

La conclusion de ces constats est que même si le montant cautionné, calculé à partir des surfaces dérangées, permet la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, la surface S2 utilisée pour la détermination du montant des garanties financières est dépassée (que ce soit celle fixée par l'AP du 3/07/2017 ou celle figurant dans le PAC de 2021).

Réponse de l'exploitant à l'inspection du 07/11/2024 :

Dans sa réponse du 30 janvier 2025, à l'inspection du 07/11/2024, l'exploitant a indiqué : " L'extraction au sud du site est finalisée. La météo pluvieuse depuis des mois ne nous a pas permis de réaménager cette zone en totalité. Dès que la météo le permettra la remise en état de cette partie sera reprise activement afin de réduire significativement les surfaces en dérangement notamment la surface S2. Par rapport au porter à connaissance déposé en novembre 2021, l'extraction se situe actuellement dans la 2ème phase quinquennale. Le dossier indique les surfaces suivantes : S1= 14 ha - S2 = 17 ha - S3 = 2,88 ha ".

Constats de la visite d'inspection du 25/08/2025 :

Lors de l'inspection le plan d'exploitation de l'année 2024 (transmis le 31/03/25) a été examiné. Sur ce plan les surfaces S1, S2 et S3 sont respectivement égales à 14,76 ha, 19,13 ha et 2,91 ha. Ces surfaces sont d'une part supérieures à celles prescrites par l'AP pour la période considérée (période n°2) et celles indiquées dans le porter à connaissance de 2021 : Dans le PAC il est prévu 4 phases de 5 ans et une de 4 ans (14 ans au total) pour finaliser la remise en état. L'échéance de l'AP étant 07/2044 le début du phasage à prendre en compte dans le PAC est donc 07/2020. Contrairement à ce qu'a indiqué l'exploitant dans sa réponse du 30/01/2025 la période à considérer est donc la première : 07/2020 - 07/2025. Pour cette période les valeurs maximales de S1, S2 et S3 précisées dans la PAC de 2021 sont donc respectivement de 12 ha -12 ha et 2, 04. Les valeurs réelles de S1, S2 et S3 sont donc supérieures à celles du PAC pour la période considérée de 07/2020 - 07/2025 (elles sont également supérieures aux valeurs maximales pour la 2ème période indiquées dans le PAC de 2021). L'acte de cautionnement en cours de validité est du 19/08/2025 et porte sur les montants suivants :

- 866 230 € pour la période du 01/03/2024 au 31/12/2024;
- 1 126 800 € pour la période du 01/01/2025 au 30/04/2025;
- 1 130 000 € pour la période du 01/05/2025 au 30/09/2026

Sur la base des surfaces réelles de S1, S2 et S3 réelles, l'IIC a effectué le calcul des garanties nécessaires (calcul avec TP 01 base 2010 de 10/2024 - JO du 19/12/2024). le Montant déterminé est de 1 114 654 €. le montant cautionné est donc insuffisant.

Même si le montant cautionné actuellement (il était insuffisant au 31/12/2024), calculé à partir des surfaces dérangées, permet la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, les surfaces S1, S2 et S3, utilisées pour la détermination du montant des garanties financières sont dépassées (que ce soit celle fixée par l'AP du 3/07/2014 ou celle figurant dans le PAC de 2021), ce qui conduit à une surface dérangée bien trop importante de 33,89 ha (14,76 ha + 19.13 ha) correspondant à plus de la moitié de la surface exploitable fixée à 63,99 ha par l'AP de 2014.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prélèvements d'eau dans la nappe et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.2.1 et 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect et suivi des volumes de prélèvement dans la nappe de la craie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/02/2025

Prescription contrôlée :

Art 9.2.2.1

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ces dispositifs sont relevés mensuellement [...].

Art 4.1.1

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Masse d'eau : Craie Séno-Turonienne : valeurs maximales : 7000 m³/an ; 7,9 m³/h ; 64 m³/jour [...].

Constats :Constats de la visite du 7/11/2024 :

Lors de la visite il a été constaté la mise en place d'un compteur volumétrique sur le prélèvement d'eau de nappe. Le relevé mensuel du volume prélevé était réalisé mais il avait été noté une absence de relevé sur le mois de juillet correspondant à la période de congés du chef de carrière en charge des relevés.

Aussi il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place une organisation de façon à garantir que le relevé du volume d'eau prélevé dans la nappe à partir du forage soit réalisé tous les mois, y compris en l'absence du chef de carrière.

Dans sa réponse du 30/01/2025 l'exploitant a indiqué : " Le remplacement du chef de carrière lors de ses congés a été défini. Le compteur sera relevé tous les mois".

Constats de la visite du 26/08/2025 :

L'exploitant a présenté le relevé mensuel des volumes d'eau prélevés dans la nappe sur la période de janvier à juillet 2025, et a précisé que le relevé du mois de juillet avait été réalisé par M PHILIPON Jérôme, adjoint au chef de carrière et responsable maintenance, tel que prévu dans l'organisation du site.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Forage de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Annexe 1 points 1 et 2

Thème(s) : Risques chroniques, Etat du forage de la carrière

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/02/2025

Prescription contrôlée :

[...]

pour caractériser l'exposition de la Craie ou droit du forage Pz3, l'exploitant réalise sous 2 mois :

- une mesure de la teneur en nitrate et de la conductivité sur un forage « témoin-Craie » proche, par exemple , l'ouvrage 03967X0104 ;
- une mesure de la teneur en nitrate et de la conductivité sur un forage « témoin - Calcaires lacustres », par exemple l'ouvrage 03967X0126 (PZ1) ;
- une mesure de la teneur en nitrate et de la conductivité sur le forage de la carrière (PZ3).

Si la teneur en nitrates et la conductivité des eaux du forage Pz3 sont plutôt comparables à celles observées sur l'ouvrage « témoin - Craie », on pourra considérer que les argiles sont présents et que la cimentation annulaire est assez profonde.

Si la teneur en nitrates et la conductivité des eaux du forage Pz3 sont représentatives d'un mélange des eaux analysées sur les deux ouvrages témoins, cela pourra signifier :

- soit que le forage Pz3 met les nappes en communication ;
- soit que la couche d'Argiles à Silex présente, localement, des lacunes.

Dans ces conditions une reconnaissance de la situation des argiles à silex est alors indispensable et réalisée sous 3 mois.

reconnaissance des argiles à silex :

L'exploitant réalise une diagraphie du forage (log gamma ray), permettant d'identifier et de localiser les argiles à silex (ou à défaut, un sondage de reconnaissance à 15 m).

-> si les argiles à silex sont rencontrées au dessus de la cote 98,5 m NGF, alors la conception est du forage Pz3 est satisfaisante ;

-> **dans le cas contraire, une réhabilitation de l'ouvrage est nécessaire.**

Constats :

Constats de la visite du 7/11/2024 :

Les mesures en nitrate et en conductivité réalisées étant difficilement exploitables, en particulier du fait de la suppression du forage témoin craie identifié, l'exploitant a pris l'option de réaliser des investigations sur son forage. L'intervention a été réalisée le 22/06/2023 par la société SOLEO à la demande de la société TERRAQUA. Le rapport d'intervention a été transmis à l'inspection des installations classées postérieurement à la visite. Ce rapport n'apporte cependant aucune conclusion sur la localisation des argiles à silex au droit du forage et si l'ouvrage est de conception satisfaisante ou nécessite une réhabilitation. En conclusion de ces constats il a été demandé à l'exploitant de clairement conclure à l'appui des investigations qu'il a déjà fait réaliser, au besoin complétées d'éléments probants, si son forage est de conception satisfaisante ou nécessite une réhabilitation.

Dans sa réponse du 25/06/2025 l'exploitant a indiqué :

" La société TERRAQUA spécialisée dans les études hydrogéologiques a émis un courrier attestant que le forage ne mettait pas en communication les nappes de la craie et des calcaires de Beauce (voir document en pièce jointe).

Concernant la réhabilitation de la tête du forage, celle-ci interviendra lors des travaux de mise en service de la future installation de lavage.

Constats de la visite du 25/08/2025 :

La conclusion du document TERRAQUA joint à la réponse de l'exploitant est la suivantes :

"L'expertise TERRAQUA amène à conclure à l'absence de mélange de la nappe en ce point de prélèvement et donc à une conception satisfaisante du forage en termes d'équipement de la chambre de pompage. En revanche, afin d'éviter toute infiltration d'eaux parasites depuis la surface, une réhabilitation de la tête s'avère nécessaire. L'aménagement définitif devra répondre aux dispositions techniques de l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié".

Lors de visite et de l'inspection visuelle de la tête du forage il n'a pas été constaté que cette dernière présentait une sensibilité particulière vis à vis d'une infiltration d'eaux parasites depuis la surface de la carrière.

L'exploitant devra donc :

- se rapprocher de TERRAQUA pour obtenir des explications précises sur la nature des travaux à réaliser pour protéger la tête du forage d'une potentielle infiltration d'eaux parasites provenant de la surface.

- à l'appui de la réponse qu'il aura obtenue proposer un calendrier des travaux à réaliser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1
Thème(s) : Autre, Carreau de la carrière
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 107,9 m NGF pour les parties exploitées à compter de la notification du présent arrêté. Pour mémoire l'article III.4.D.a de l'arrêté n°02-3521 du 22 août 2002 fixait la cote du carreau à 106 m NGF. En tout état de cause le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.
Constats : Sur le plan d'exploitation de l'année 2024, dressé le 7 janvier 2025, la cote la plus basse du carreau de la carrière dans le secteur en extraction situé au nord du site, est de 107,9 m. La cote minimale du carreau est donc atteinte Pour information, l'instruction du dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'autorisation de 2014 a mis en avant une cote des PHEC de 106,9 m NGF, ce qui a conduit à fixer la cote du carreau à 107,9 m NGF pour que l'extraction se situe au minimum à 1 m au dessus des PHEC. Sur les 2 piézomètres de surveillance de la nappe de la craie présents sur le site, les derniers relevés piézométriques de la nappe d'avril 2025 sont à 104,82 m NGF (PZ1) et 104,92 m NGF (PZ2). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'avant dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 26/07/2024 par le bureau SOCOTEC. Le rapport correspondant à ce contrôle n°962SB/IE/24/2332 du 19/08/2024 fait état de 4 observations dont 3 déjà signalées lors du précédent contrôle. Les observations sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'installation manque de clarté : établir un synoptique de l'installation ;- présence de poussières en quantité excessive dans le poste de transformation : à nettoyer ;- Départ 25 A coffret général, sous-sol bureau bascule, absence d'identification : à réaliser ;

<p>- bureau bascule, ancienne douche, absence de verrine : à remettre en place.</p> <p>Le Q18 du 19/08/2024 de ce contrôle indique que l'installation peut présenter des risques d'incendie et/ou d'explosion.</p> <p>Le contrôle 2025 a été réalisé le 18/07/2025. L'exploitant a indiqué que le rapport était attendu.</p> <p>Concernant la présence de poussières dans le poste de transformation, l'exploitant a précisé que le local avait été dépoussiéré le 04/07/2025 par la société ROMELEC de Romorantin-Lanthenay.</p> <p>L'exploitant a précisé que pendant les travaux le courant a été coupé par ENEDIS.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a précisé qu'un contrôle thermographique des installations avait été réalisé 3 semaines plus tôt, et que le suivi de ce contrôle était réalisé via un outil de GMAO avec un accès restreint depuis le site AMMTP de Naveil.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le résultat du dernier contrôle thermographique réalisé sur les installations électriques, avec la justification des actions réalisées, suivant l'ordre de priorité tel que précisé dans le rapport contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des retombées de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.6. - Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de surveillance des retombées de poussières. Il est constitué d'une jauge témoin (n°1) et de 2 jauges de type c désignées n°2 et n°3.

Les dernières mesures des retombées de poussières ont été réalisées en avril 2025 (2 dernières mesures précédentes réalisées en novembre 2024 et en février 2025).

Le jour de l'inspection une campagne était en cours (débutée le 4 août 2025). Le dernier résultat de la moyenne annuelle glissante pour la jauge n°2 est légèrement supérieur à 500 mg/m²/jour (503 mg/m²/jour).

Dans le conclusion de son rapport de mesures l'exploitant précise :

" Les stations de mesure indiquent des résultats inférieurs à la valeur limite de référence de 500mg/m²/jour fixée par la norme NFX 43-014 de 2017, pour les mesures ponctuelles ainsi que pour les moyennes annuelles glissantes, sauf pour la moyenne annuelle glissante de la jauge 2 qui est légèrement supérieure. Le flux de passage d'engins sur le chemin influe sur l'envol de poussières aux abords de la jauge 2. Les campagnes de prélèvement seront toutefois reprises tous les trimestres jusqu'à obtenir 8 campagnes de mesures successives conformes".

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article chapitre 5

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion

Prescription contrôlée :

[...]

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de

déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.

La dernière version de ce plan est de février 2022.

Le plan reprend, en tant que de besoin, les items prescrits.

Type de suites proposées : Sans suite